

L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France

Définitions :

- **Crime contre l'humanité** : Notion désignant l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain inspirés par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux et organisés en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'une population civile.
- **Devoir de mémoire** : Expression apparue dans les années 1990, désignant le devoir moral de se souvenir d'un événement traumatique pour rendre hommage aux victimes.
- **Histoire** : Science humaine qui étudie les faits du passé à partir d'un travail critique sur les sources.
- **Lieu de mémoire** : Concept forgé par l'historien Pierre Nora dans les années 1980. Lieu qui participe à la construction de la mémoire (Mont Valérien pour la Résistance, Mémorial de la Shoah pour le génocide, etc.). Il peut s'agir d'un monument, d'un musée, mais aussi d'un symbole ou d'une commémoration.
- **Mémoire** : Capacité subjective d'un individu ou d'un groupe humain à se souvenir de faits, liés à des émotions. Les mémoires peuvent entrer en conflit entre elles, et avec le travail de l'historien. L'histoire des mémoires permet d'étudier l'évolution des représentations qu'un groupe se fait de son passé.
- **Négationnisme** : Interprétation de l'histoire qui nie l'existence du génocide des Juifs par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1990, en vertu de la loi Gayssot, le négationnisme est un délit.
- **Résistancialisme** : Néologisme créé en 1987 par l'historien Henry Rousso pour désigner le mythe, bâti et développé par les gaullistes et communistes, selon lequel les Français auraient unanimement résisté durant la Seconde Guerre mondiale.
- **Shoah/Holocauste** : Le mot Shoah, qui signifie « catastrophe » en hébreu, est utilisé pour désigner l'extermination systématique de 6 millions de Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est préféré au terme d'Holocauste, employé par les historiens anglo-saxons, qui renvoie originellement à un sacrifice religieux par le feu.

I) Mémoire et histoire

A) Mémoire et histoire : deux approches du passé

- la mémoire :
 - il n'y a pas une mémoire mais **des mémoires**
 - repose sur le **souvenir vécu** d'une période ou d'un événement, tel qu'un individu ou un groupe se le remémore : **reconstruction** de celui qui se souvient
 - forte charge émotionnelle, **rapport affectif au passé**
 - la mémoire est **sélective**, elle déforme les faits ; le porteur de mémoire a **une vision par définition subjective du passé**, impossibilité d'un témoignage objectif, neutre
 - la mémoire suppose des **phases d'oubli, d'amnésie**, une **revitalisation** en fonction des enjeux du présent
- l'histoire :
 - volonté de **comprendre** un phénomène ou un événement passé par une **démarche scientifique**
 - exigence **d'objectivité** : reconstitution et lecture du passé à partir de **plusieurs sources** ; la méthode de l'historien permet la **mise à distance** des faits et des mémoires
 - analyse **critique** des sources, croisement de données

B) L'historien face aux mémoires

- les mémoires sont une des sources de l'historien : importance des **témoignages** pour l'historien de la période contemporaine
- **compétition** entre l'histoire et la mémoire :
 - d'un côté, **explication** et recherche des faits ; de l'autre, fidélité à des souvenirs
 - des groupes de mémoire peuvent exercer des pressions sur le travail des historiens
- les enjeux mémoriels et les **usages politiques** de la mémoire :
 - le « **devoir de mémoire** », terme apparu dans les années 1990 dans le contexte des réflexions sur la Seconde Guerre mondiale
 - les politiques mémorielles s'impriment dans **l'espace** (plaques, mémoriaux, noms de rues, d'établissements scolaires, etc.) et dans le **temps** (journées de commémoration)
 - l'intervention du Parlement français dans l'écriture de l'histoire (**lois mémorielles**) pose la question de **l'autonomie de l'histoire par rapport aux mémoires** : l'historien doit-il travailler en fonction des attentes sociales du présent ?

II) Une « mémoire désunie » (1945-années 1950)

A) La Libération

- une « **mémoire désunie** » (Olivier Wieviorka) : des expériences de la guerre plurielles (prisonniers de guerre, résistants, STO, etc.)
- de nombreuses célébrations de la Libération : **souvenir-écran de la Libération**, difficulté à penser la réalité de la **collaboration**

B) Les épurations spontanées et l'épuration légale

- une **épuration** spontanée puis légale :
 - des tribunaux condamnent les collaborateurs et délateurs (**1 Français sur 10** concerné par l'épuration)
 - exécution de Laval en octobre 1945 ; procès de Pétain, condamné à mort, puis dont la peine est commuée en prison à perpétuité par le général de Gaulle
- vote des **lois d'amnistie** (1946-1947, 1951-1953) après de violents débats : **politique de l'oubli**, volonté de faire taire les divisions, **refoulement du souvenir de Vichy**

C) Le silence sur la déportation des Juifs

- la spécificité de **la Shoah n'est pas reconnue** : à la différence des déportés politiques, les déportés raciaux ne sont pas des « victimes officielles »
- une **communauté juive abasourdie** par l'atrocité des camps et l'ampleur de la Shoah

III) L'émergence des mémoires de la Seconde Guerre mondiale (années 1950-1990)

A) L'hégémonie du mythe résistancialiste

- le « **résistancialisme** », mot forgé par l'historien Henry Rousso dans *Le syndrome de Vichy* : la seule vraie France pendant la Seconde Guerre mondiale est la France libre résistante, le régime de **Vichy n'est qu'une parenthèse**
- cette vision de la **résistance unie** est entretenue par le général de Gaulle, de retour au pouvoir en 1958
- transfert des cendres du résistant **Jean Moulin au Panthéon** en 1964 et discours de Malraux
- un **mythe remis en cause** après la mort du général de Gaulle : le rôle du film *Le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophüls en 1971

B) La mise en lumière de la collaboration

- le rôle de Vichy est d'abord minoré : *L'Histoire de Vichy et de la Collaboration* de Robert Aron (théorie du glaive et du bouclier)
- en 1973, l'historien américain **Robert Paxton**, dans *La France de Vichy*, révèle **l'ampleur de la collaboration du gouvernement français** sous l'occupation

C) La naissance d'une mémoire de la Shoah

- le **procès Eichmann** à Jérusalem en 1961 : émergence d'une **mémoire des déportés** et enfants de déportés
- la loi reconnaissant **l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** en 1964 entraîne plusieurs procès de hauts fonctionnaires de Vichy dans les années 1970
- les étapes de **l'affirmation de la mémoire** de la Shoah :
 - la mobilisation contre le **négationnisme** à la suite des propos de Robert Faurisson en 1979
 - *Shoah* de Claude Lanzmann en 1985
 - le procès de Klaus Barbie en 1987
 - l'action militante des époux Klarsfeld

IV) Reconnaissance officielle et usages politiques de la mémoire (depuis les années 1990)

A) La reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans la déportation

- le procès Papon en 1998
- François Mitterrand, premier président de la République à assister à la **commémoration du Vel d'Hiv** en 1992
- en 1995, Jacques Chirac reconnaît officiellement la **responsabilité de l'État français** dans la déportation de Juifs
- inauguration du **mémorial** de la Shoah en 2005

B) Les usages politiques de la Résistance

- **l'instrumentalisation** de la Résistance par le politique :
 - lecture de la lettre de **Guy Môquet**, jeune résistant, dans les collèges et lycées instaurée en 2007
 - déplacements de Nicolas Sarkozy **au plateau des Glières**, haut lieu de la Résistance
 - instauration d'une **journée du souvenir de la Résistance** en 2013 par François Hollande

C) L'émergence de nouvelles mémoires

- de nouvelles mémoires émergent depuis les années 1990 :
 - les « Justes » : les personnes qui ont risqué leur vie pour **sauver des Juifs**
 - les « Malgré-nous » : la **collaboration contrainte** de l'Alsace et de la Moselle
 - les Tziganes : l'émergence de la mémoire du **génocide**